

Brochure n° 3121

Convention collective nationale

IDCC : 1536. – **DISTRIBUTEURS CONSEILS HORS DOMICILE**

**(Bières, eaux minérales et de table,
boissons gazeuses ou non gazeuses,
boissons aux jus de fruits, sirops,
jus de fruits, boissons lactées et gaz carbonique)
(8^e édition. – Novembre 2003)**

AVENANT N° 2006-02 DU 2 JANVIER 2006

RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET0650648M

IDCC : 1536

Entre :

La fédération nationale des boissons (FNB),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération du commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation,
des tabacs et services annexes (FGTA) Force ouvrière ;

La fédération agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés des distributeurs conseils hors domicile ont réexaminé le régime de prévoyance prévu par l'accord du 14 juin 2002 et étendu par arrêté du 2 décembre 2002 au profit du personnel cadre et non cadre. Ils sont convenus que le régime tel qu'il existait donnait satisfaction et qu'il devait continuer à être assuré par ISICA Prévoyance.

En conséquence, le présent accord vise à proroger le régime de prévoyance tel qu'il existait jusqu'à maintenant suivant les modalités suivantes :

Article 1^{er}

Régime de prévoyance des salariés cadres et non cadres

Le régime de prévoyance institué par l'accord du 14 juin 2002 et étendu par arrêté du 2 décembre 2002 continue à s'appliquer dans les mêmes conditions et pour les mêmes bénéficiaires que ceux visés dans ledit accord.

Article 2

Désignation de l'organisme assureur

ISICA Prévoyance (Institution nationale de prévoyance des salariés des industries et des commerces alimentaires), institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, 26, rue de Montholon, 75305 Paris Cedex 09 est désignée comme organisme assureur des garanties visées au présent avenant à l'exception de la garantie rente éducation prévue pour le personnel non cadre et la garantie rente de conjoint prévue pour le personnel cadre.

La collecte des cotisations et le versement des prestations correspondant aux garanties susvisées sont confiés à ISICA Prévoyance.

La rente éducation et la rente de conjoint sont assurées par l'OCIRP (OCIRP, 10, rue Cambacérès, 75008 Paris), ISICA Prévoyance recevant délégation de la part de cette dernière pour appeler les cotisations et régler les prestations.

Les modalités d'organisation de la mutualisation des risques couverts par le présent accord seront réexaminées par la commission paritaire nationale au cours d'une réunion, et ce dans un délai de 5 ans à compter de la date d'effet du présent accord, conformément aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

Article 3

Date d'effet

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2006.

Par exception et sous réserve des dispositions de l'article L. 912-1, 2^e alinéa, du code de la sécurité sociale, les entreprises ayant souscrit antérieurement à la date du présent accord un contrat de prévoyance au profit de l'ensemble de leur personnel assurant des garanties à un niveau strictement supérieur aux garanties mises en place au sein de la branche et s'acquittant des cotisations correspondantes ne seront pas tenues d'adhérer à l'organisme désigné dans le présent accord, tant que ledit contrat sera en vigueur.

Article 4

Clause pour adhésion tardive

En cas d'adhésion intervenant à compter du 1^{er} janvier 2006, ISICA Prévoyance procédera à l'analyse du risque propre à l'entreprise concernée et

portant sur les garanties couvertes par le présent accord et adaptera, le cas échéant, le montant des cotisations dues par celle-ci afin d'éviter tout déséquilibre éventuel du régime de prévoyance.

Article 5

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère chargé de la sécurité sociale et au ministère chargé du budget l'extension du présent accord, afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale n° 3121 des distributeurs conseils hors domicile, et ce en application de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Fait à Paris, le 2 janvier 2006.

(Suivent les signatures.)